



Afrique de l'ouest et du centre

Situation des marchés en 2020 et perspectives pour 2021—Mars 2021

Points saillants

- La production mondiale a connu une hausse en 2020 (FAO) par rapport à l'année dernière mais la demande est élevée et en hausse du fait de la demande croissante causée par la croissance naturelle de la population mondiale, l'augmentation des utilisations industrielles et pour l'alimentation animale mais aussi l'achat important des céréales par la Chine.
- En 2020, les prix internationaux des denrées alimentaires ont enregistré leurs plus importantes hausses moyennes annuelles depuis 2014. En Janvier 2021 les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,7% par rapport au mois de décembre 2019. Ces hausses de prix s'expliquent par l'augmentation de la demande et la poursuite de la flambée des coûts de transport de marchandises causée par la pandémie de COVID-19.
- Dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, les prix des denrées alimentaires sont substantiellement en hausse par rapport à leurs niveaux de 2019 et de la moyenne des cinq dernières années dans plusieurs pays. Les facteurs de cette hausse sont entre autres, les mesures restrictives de lutte contre la COVID-19, les contraintes macroéconomiques (dépréciation et inflation), l'insécurité, les inondations et déficits pluviométriques ayant affectés les récoltes, mais aussi la rétention des stocks par les paysans face aux incertitudes engendrées par la COVID-19 en 2020. Ces tendances haussières vont s'intensifier en 2021 avec l'arrivée de la période de soudure.
- Avec la seconde vague de la COVID-19 et les nouvelles mesures restrictives mises en place en 2021, **le pouvoir d'achat des populations vulnérables risque d'être doublement affecté** d'une part par la **baisse des revenus** (commerce, tourisme, activités informelles et transferts) et d'autre part par la **hausse des prix des produits alimentaires, contribuant à la détérioration de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle** déjà très précaire dans la région.
- Les **projections de prix** pour le mois de juillet 2021 pour les principales denrées dans différents pays de la région montrent une situation **relativement alarmiste sur les marchés**. Non seulement, les tendances haussières se maintiendraient mais, certaines denrées pourraient voir leurs **prix doublés** par rapport à la normale, les rendant inaccessibles aux ménages vulnérables déjà durement affectés par la COVID-19.

Production agricole et stocks mondiaux

Selon les dernières prévisions, la production mondiale de céréales de 2020 est estimée à 2 744 millions de tonnes en janvier 2021, soit légèrement en hausse (0,1%) par rapport à son niveau de 2019 qui est de 2 742 millions et ce malgré la baisse de production de maïs en Argentine et aux Etats-Unis. Ceci est due à l'augmentation de la production du blé en Australie, Canada, Irak et du riz en Chine, Philippines, Guinée, RDC et Venezuela. Par contre, les stocks mondiaux de céréales ont été



revus à la baisse et estimés à 802 millions de tonnes, soit de 64.3 millions de tonnes de moins par rapport à décembre 2020. Par ailleurs, les échanges mondiaux de céréales en 2020-2021 se situeraient à 465,2 millions soit 5,7% de plus par rapport à 2019-2020 et l'utilisation de céréales se situent à 2 761 millions de tonnes. C'est dire qu'on utilise plus que ce qu'on produit et ce, à cause de l'utilisation industrielle, la consommation animale et humaine. L'une des principales causes de cette diminution importante de stocks est la revue en baisse des productions aux Etats-Unis et en Argentine.

Cours mondiaux des produits alimentaires de base

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont actuellement à leurs plus hauts niveaux depuis 2014 et vont vraisemblablement rester élevés et volatiles dans les mois à venir. Cette augmentation concerne les céréales surtout le blé dont le prix a augmenté de plus de 25% par rapport à l'année dernière mais également le riz, les huiles, le lait, la viande et le sucre. Il faut noter que le prix du maïs a néanmoins baissé en fin d'année 2020.

Cette tendance s'explique par l'augmentation de la demande des consommateurs qui augmente dans les économies à forte croissance comme la Chine et l'Inde. A cela, il faut ajouter l'augmentation naturelle de la demande induite par la croissance démographique mondiale. Par ailleurs, d'autres utilisations des produits alimentaires en particulier des céréales ne cessent de progresser. Il s'agit, entre autres, à de l'expansion du secteur des biocarburants mais également de l'alimentation animale qui continuent à exercer une pression supplémentaire sur le système vivrier. Enfin, la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (inondation, sécheresse ; vents dévastateurs, gelées) entraîne des pertes de récoltes dans plusieurs pays et réduisent les disponibilités mondiales avec comme conséquence une hausse des prix sur les principaux marchés d'échange de produits alimentaires.



Le marché mondial des céréales continuera à faire face à des incertitudes entourant la gravité et la durée probables de la pandémie du COVID-19 et son impact sur l'économie mondiale, les appuis internes et les risques liés à la politique commerciale, la baisse des prix du pétrole et des métaux, la dépréciation des monnaies et l'inflation dans les pays émergents et en développement, ainsi que les chocs météorologiques potentiels pour les principaux exportateurs de céréales.

Envolée des coûts de transport de marchandises

Les coûts de transport de marchandise ont connu une augmentation notable en 2020 et cette tendance pourrait continuer en 2021 à cause de la hausse de prix du pétrole mais surtout de la COVID-19. Le secteur le plus touché demeure le transport maritime. Ainsi, selon les estimations que la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) le commerce maritime mondial accuserait une baisse de 4,1 % en 2020 en raison des perturbations sans précédent causées par la pandémie de la COVID-19.

Le prix du transport par conteneurs a triplé en janvier 2021 en variation annuelle pour les marchandises en provenance de l'Asie du sud-est en particulier de la Chine à destination de l'Europe et de plus que doublé pour les marchandises à destination des Etats-Unis. Au niveau mondial, les coûts de transport par conteneurs ont progressé de 170% entre janvier 2020 et janvier 2021.

Ces hausses de prix du fret maritime s'expliquent par une importante réduction de containers disponibles alors que la demande reste croissante surtout pour l'acheminement de marchandises entrant dans la lutte contre la COVID-19 (masques et autres produits pharmaceutiques) mais également d'équipements informatiques. La reprise du cours du baril de pétrole depuis le mois d'avril 2020 Même si les projections anticipent une baisse des coûts à partir du mois d'avril, ceux-ci resteront au-dessus du double de leurs niveaux historiques.

Les indices de prix mondiaux de la FAO à leur plus hauts niveaux depuis 2014

En 2020, les prix internationaux des denrées alimentaires ont augmenté, en moyenne, de 6,6% par rapport à 2019, enregistrant ainsi leur plus importante hausse en moyenne annuelle depuis 2014 après un huitième mois consécutif de hausse.

L'augmentation est de l'ordre de 4,7 % par rapport au mois de décembre 2019. Il faut noter que les prix de toutes les denrées alimentaires ont connu des hausses en janvier 2021 (excepté les prix de viande).

En variation annuelle au mois de janvier 2021, ces hausses de l'indice global résultent de la hausse de l'indice des huiles (+27%) et des céréales (+24%). L'indice du sucre et du lait qui entrent également dans le calcul de l'indice global progressent respectivement de 8% et 7% en variation annuelle.

Comme indiqué plus haut, ces hausses continues des indices de prix des denrées alimentaires sont dues entre autres au resserrement de l'offre mondiale, le coût élevé des transports des produits alimentaires, la revue à la baisse des estimations de la production mondiale et de stocks aux Etats-Unis, la diminution de volumes de vente de la Russie et les achats très importants réalisés par la Chine, mais aussi à la demande mondiale en progression.

Pour les céréales, les craintes liées à la sécheresse en Amérique du Sud et à la suspension temporaire des exportations de maïs en Argentine ont contribué à tirer vers le haut les prix internationaux du maïs et partant des céréales en général. Ainsi, les prix du blé ont fortement augmenté en janvier (plus 6,8%), sous l'effet de cette fermeté des prix du maïs. En ce qui concerne le riz, une demande conséquente de la part des acheteurs d'Asie et d'Afrique et le resserrement des disponibilités en Thaïlande et au Viet Nam ont continué de soutenir les prix à l'exportation en janvier.

Ces hausses importantes des prix pourraient continuer dans les mois à venir et réduire les volumes d'importation en l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, surtout que cette région dépend en partie des importations des céréales telles que le riz et le blé pour combler ses déficits alimentaires. Cela pourrait jouer négativement sur la disponibilité des aliments et empirer la situation alimentaire de la région déjà précaire.

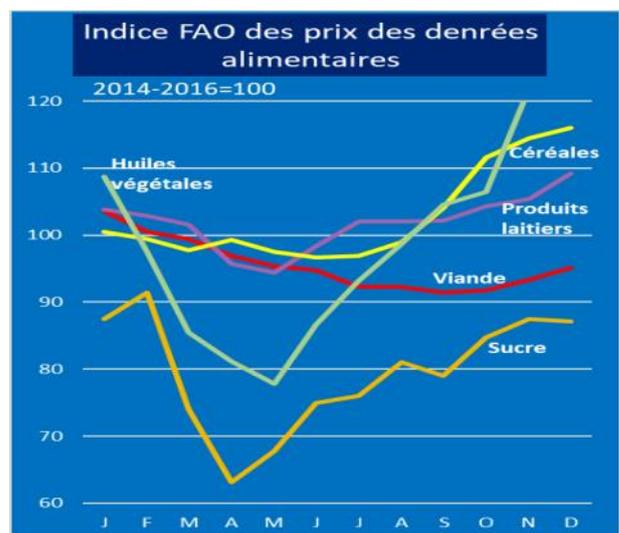
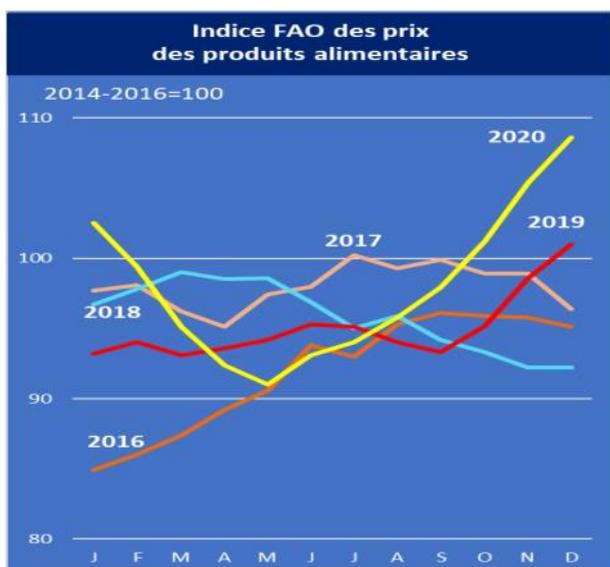
Afrique de l'Ouest: une production agricole variable selon les pays

Selon les estimations partagées au cours de l'atelier du Dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) au Sahel et en Afrique de l'Ouest de novembre 2020, la production céréalière de la campagne 2020-2021 pour les pays membre du CILSS devrait tourner autour de 74 millions de tonnes soit une hausse de 1,3% par rapport à la campagne précédente et 9,3% par rapport à la moyenne quinquennale.

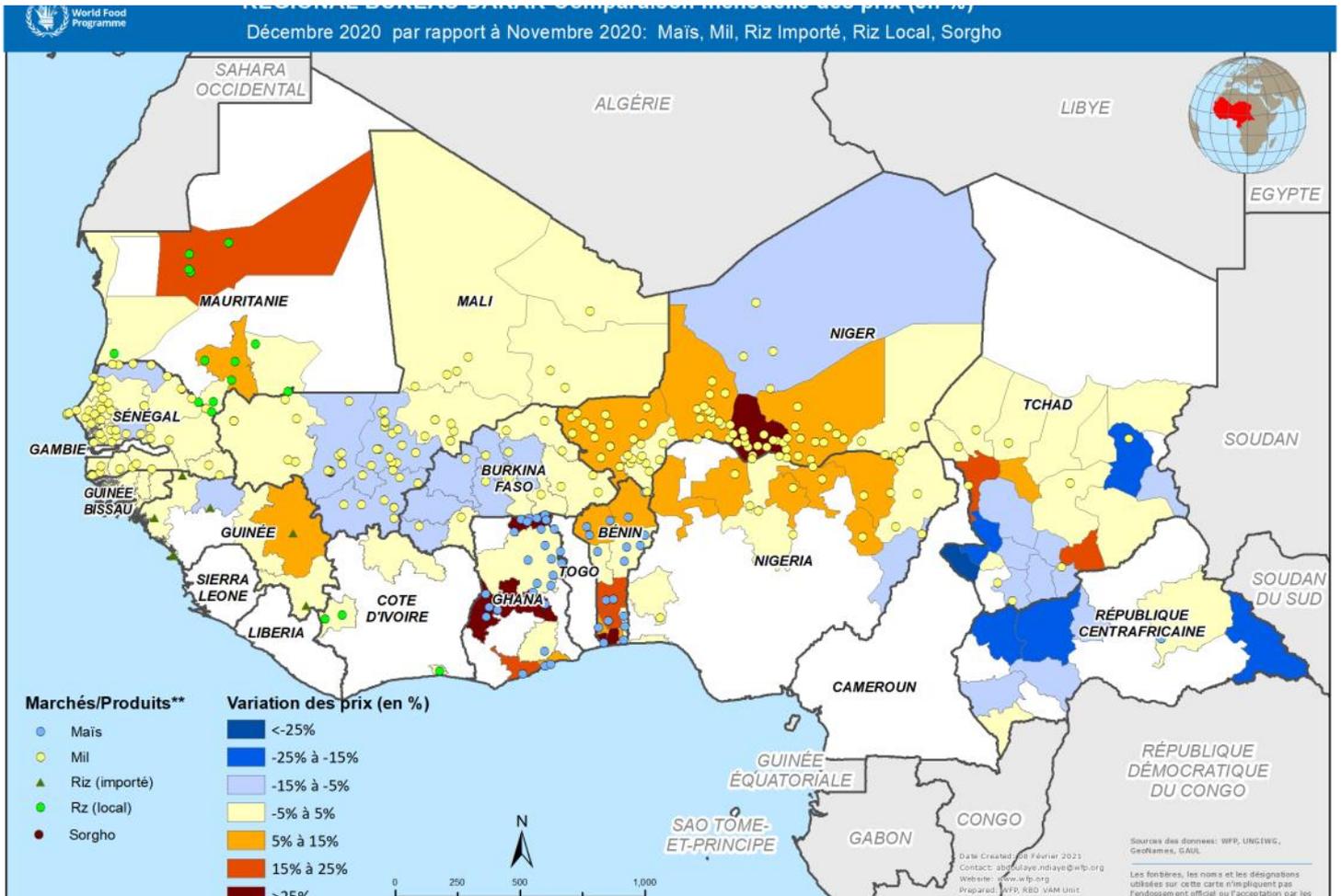
Ces estimations sont basées sur des hypothèses d'emblavure et de rendement en prenant en compte les conditions pluviométriques de la campagne agricole. Selon les hypothèses basses, la production céréalière attendrait 72 millions de tonnes ce qui représenterait une baisse de 2% par rapport à l'année passée mais une augmentation de 5,7% par rapport à la moyenne quinquennale.

Il est important de souligner que la situation ne sera pas uniforme dans tous les pays. Ainsi, certains pays comme la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, la Gambie et le Niger devraient enregistrer des baisses importantes de production céréalière comparativement à la moyenne des cinq dernières années alors que dans les autres pays, des hausses sont attendues. Les augmentations de production céréalières les plus importantes (plus de 20%) sont attendues en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Sénégal, même si selon certaines analyses les conditions pour la réalisation de ces avancées notables n'ont pas toujours été réunies dans ces pays à cause de la pandémie de COVID-19 qui a ralenti le travail des services des ministères de l'agriculture de ces pays.

Ces estimations seront affinées grâce aux chiffres définitifs de la production qui seront disponibles au PREGEC de mars 2021. Néanmoins, les estimations actuelles devraient garantir un bon approvisionnement des marchés avec des prix respectant les tendances saisonnières.



Carte 1 Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest au mois de décembre 2020 comparée à novembre 2020



Source: VAM-RBD, 2020

Benin

Le prix du maïs qui est la principale céréale consommée dans le pays a progressé en décembre de 29% au niveau nationale comparativement à la moyenne quinquennale. Sur certains marchés comme Sinendé, la hausse des prix atteint 141% alors que sur les autres principaux marchés de consommation, elle se situe entre 30% et 60%. En variation mensuelle, la tendance haussière se poursuit, preuve d'une perturbation profonde des chaînes d'approvisionnement.

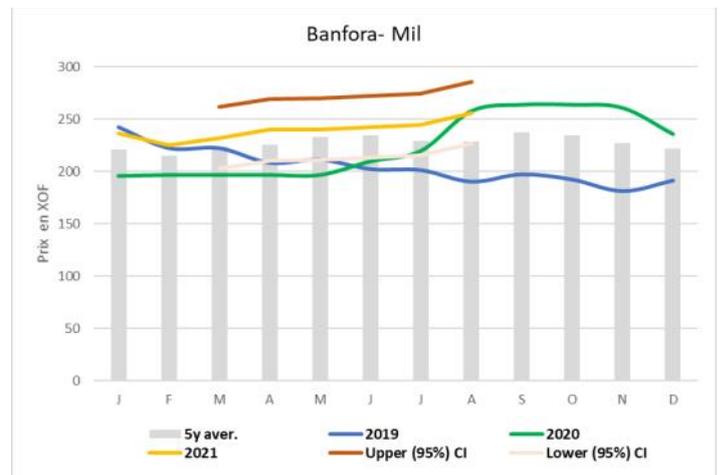
La rétention de stocks par les producteurs face aux incertitudes de la pandémie de COVID-19 et l'accroissement substantielle de la demande en provenance du Nigeria suite à la réouverture des frontières entre les deux pays, expliquent en grande partie ces évolutions. Ces hausses de prix concernent également d'autres denrées locales comme le manioc et le haricot mais également le riz importé mais dans des proportions moindre (entre 5% et 15% selon les marchés).

Burkina Faso

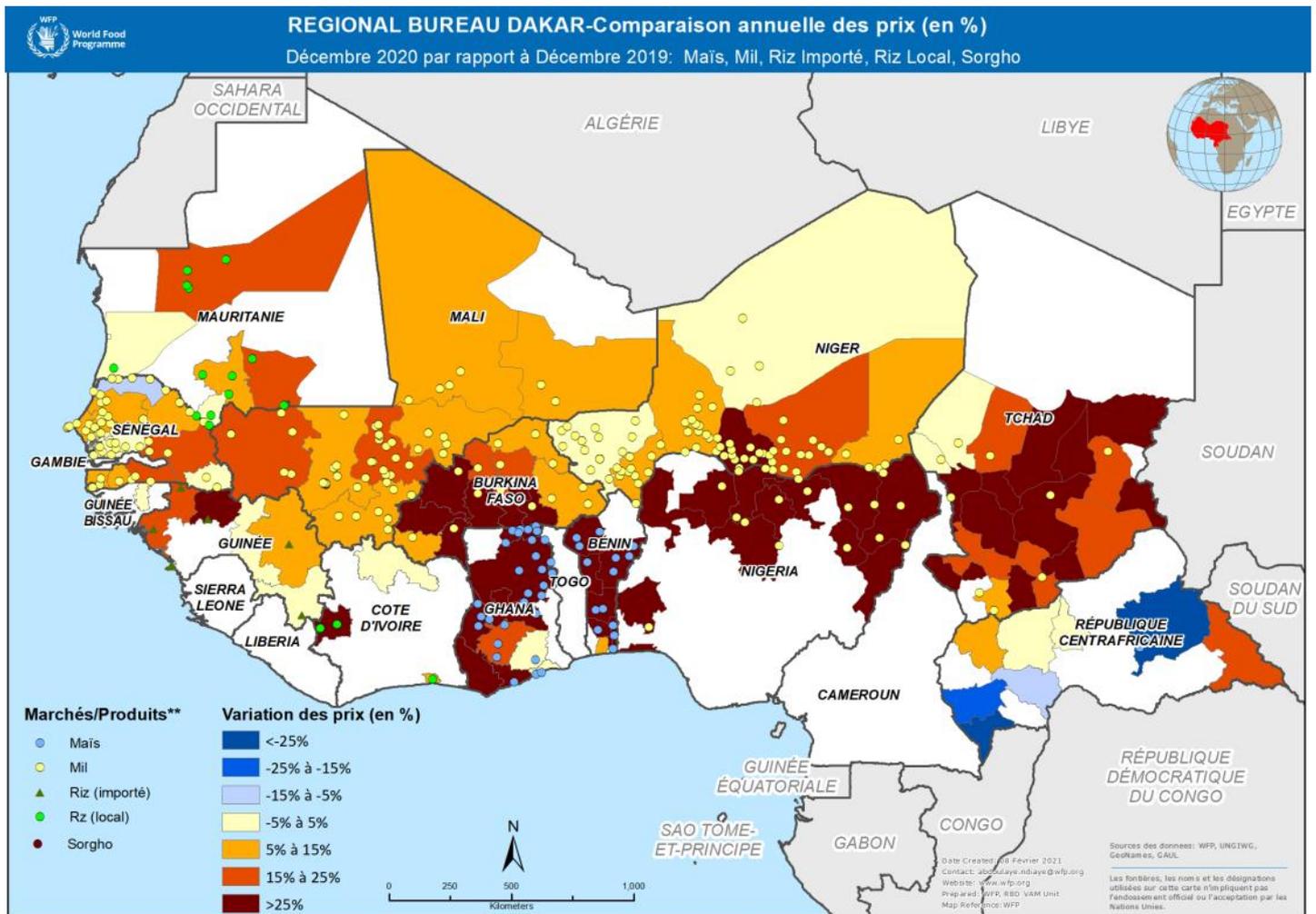
Les prix des produits alimentaires qui toute l'année 2019 ont été en dessous de la moyenne

quinquennale se sont repris en 2020 surtout à partir du mois de juin où ils ont eu une variation annuelle positive. Au mois d'août, les prix des principales céréales sont passés au-dessus de la moyenne quinquennale avec des variations allant de 5% à 15% selon les marchés.

Le constat effectué par plusieurs analyses est une réduction de l'offre de produits alimentaires locaux sur les marchés par rapport à l'année dernière. Cela se justifie par la réduction de la production surtout dans les zones en insécurité du pays mais également par une rétention des stocks par les paysans et certains commerçants.



Carte 2: Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest en décembre 2020 comparée décembre 2019



L'analyse de prix du mois de décembre 2020 montre que par la moyenne des 5 dernières années le prix du mil s'est renchérit respectivement sur les marchés de Fara, Guelwongo et Zabré respectivement de +114%, +58% et +57%. Au niveau national le prix du mil a progressé de +13,1% par rapport à la moyenne quinquennale. Les autres céréales locales comme le sorgho, le maïs et le riz local ont vu leur prix augmenté également mais dans des proportions moins importantes (entre 5% et 15%) avec des pics sur certains marchés du nord et du nord est. Par contre, le prix du riz importé est resté stable (hausse de moins de 5%) toute l'année 2020.

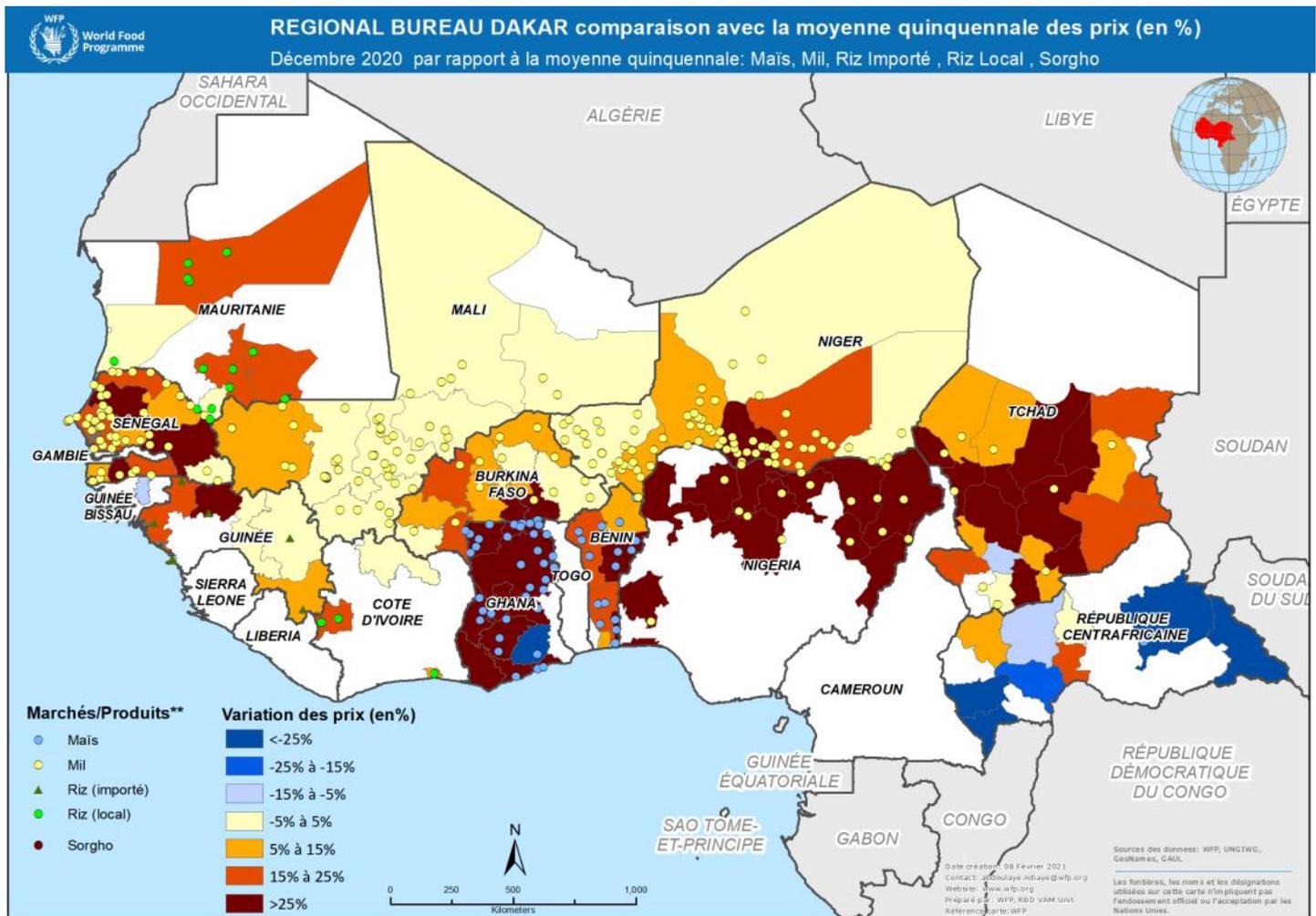
En janvier 2021, des hausses importantes du prix du riz importé ont été observées sur plusieurs marchés du pays. A Famara par exemple dans les Hauts-Bassins, le prix riz au détail est passé de 360 XOF à 500 XOF soit une hausse de presque 40%. Les projections du PAM (ALPS) tablent sur une hausse moyenne des prix de 30% au mois de juillet 2021 pour les principales céréales consommées dans le pays. Ce qui mettrait beaucoup de ménages en difficulté pour acquérir ces produits alimentaires de base.

Cameroun

La situation sécuritaire au Nord-Ouest et du Sud-Ouest continue de perturber les activités de subsistance des ménages pauvres. D'autre part, l'épuisement des stocks alimentaires pendant la période de soudure s'est traduit par des hausses de prix allant au-delà des normales de saison. De plus, les mesures de distanciation physique et la fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 a entravé la circulation des denrées alimentaires dans le pays. En conséquence, les prix de plusieurs denrées alimentaires de base ont été globalement plus élevés que leurs niveaux saisonniers. C'est le cas des plantains, du haricot, du maïs (blanc et jaune) et du haricot dont les prix ont progressé depuis le début de la crise sanitaire de 10% à 20% selon les régions.

Dans les régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest certains département ont été confrontés à des prix céréaliers très élevés du fait de la baisse de production liée à la crise. Des tubercules de base comme le macabo et le plantain se sont également raréfiés sur les marchés obligeant les populations à modifier leurs habitudes alimentaires.

Carte 3: Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest en décembre 2020 comparée à la moyenne quinquennale



Dans le même temps, certains produits alimentaires destinés à l'exportation vers les pays voisins ont vu leur prix s'effondrer du fait de la fermeture des frontières et du manque de débouchés en interne. C'est le cas par exemple de la tomate dont le prix du cagot est passé de 18 000 XAF au mars 2020 à 3000 XAF voire moins au mois d'avril. Même si au mois de juin grâce à la réouverture des frontières, les prix se sont quelque peu repris pour passer à 12 000 XAF le cagot, ils restent globalement en dessous des niveaux des années passés. D'autres denrées exportées vers les pays voisins ont connu la même évolution que la tomate mais les fluctuations ont été moins importantes pour celles d'entre être qui ne sont pas rapidement périssables.

République Centrafricaine

Trois situations majeures ont influencé l'évolution des prix des produits alimentaires de base en Centrafrique au cours de l'année 2020.

La mauvaise campagne agricole 2019-2020 qui s'est traduit par une baisse de production surtout de manioc qui est le produit de base consommé dans le pays

La crise de COVID-19 et les mesures restrictives qui ont freiné les échanges commerciaux dans le pays

mais surtout les échanges transfrontaliers

La résurgence de la crise sécuritaire avant, pendant et après les élections présidentielles qui s'est traduite par un bouclage des grandes villes particulièrement la capitale Bangui et la fermeture des frontières avec le Cameroun pour les personnes et les biens.

Ces différents facteurs qui se sont échelonnés dans le temps, ont entraîné des hausses de prix cumulatives de février à la fin de l'année pour aussi bien pour les denrées locales que pour les produits alimentaires et non alimentaires importés. Au niveau national, les prix du maïs, du riz, de l'arachide et du manioc ont connu en variation annuelle des hausses de 15% à 30% en décembre 2020. Cette hausse est plus prononcée pour les denrées alimentaires importées. Même si une amélioration des disponibilités des denrées alimentaires a été constatée au mois de février 2021 suite aux offensives des forces gouvernementales et de leurs alliés, la situation demeure précaire et des denrées alimentaires comme le riz, le maïs, le haricot et l'huile restent rares sur les marchés.

Les localités du centre et de l'est du pays à l'instar de Bria qui ne dépendent pas totalement des routes

d'approvisionnement passant par le Cameroun ont été moins impactés par le blocus de Bangui et des grande ville mis en place par la coalition des forces rebelles.

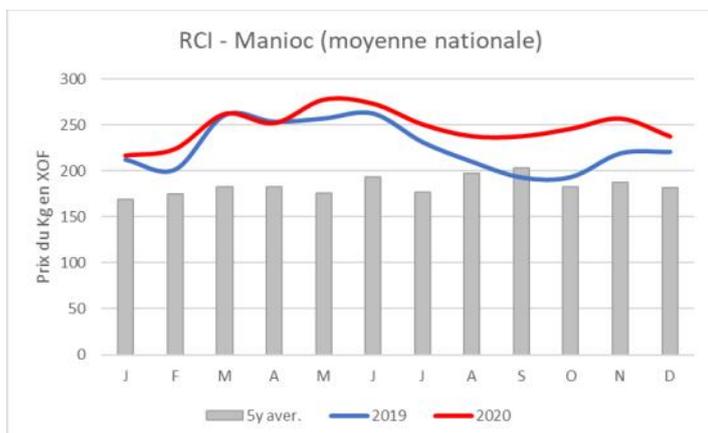
Même si la situation devrait continuer à se normaliser, le déficit structurel de la balance commerciale du pays le maintient dans la liste des plus vulnérables à un choc exogène de hausse des prix sur le marché international.

Cote d'Ivoire

Depuis mars 2020 les prix des denrées alimentaires ont commencé à croître du fait des mesures restrictives prises pour lutter contre la COVID-19. La fermeture des principaux marchés d'Abidjan et la réduction de la circulation entre les localités a entraîné des hausses de prix de 10% à 20% selon les denrées et les marchés. En effet le prix moyen national du maïs est passé de 225 XOF en mars à 247 XOF en juin (+9%), celui du manioc est passé de 224 XOF en mars à 273 XOF en juin (+22%). Le prix du riz local s'est faiblement accru de 2% durant la même période. Ainsi, en 2020 les prix moyens les plus élevés ont été enregistrés entre mai et septembre respectivement pour le manioc, le maïs et le riz local pour se maintenir au-dessus de leur niveau de l'année à 2019.

Les baisses de prix observées au mois de juin sont la conséquence de l'assouplissement des mesures restrictives à partir de mai. De plus, le coup d'état au Mali en août 2020 et l'embargo que la CEDEAO a imposé pour contraindre la junte au pouvoir ont entraîné une augmentation des stocks de produits alimentaires à destination de pays. Il en est résulté une baisse de prix de certaines denrées périssables comme les fruits et légumes sur les marchés ivoiriens.

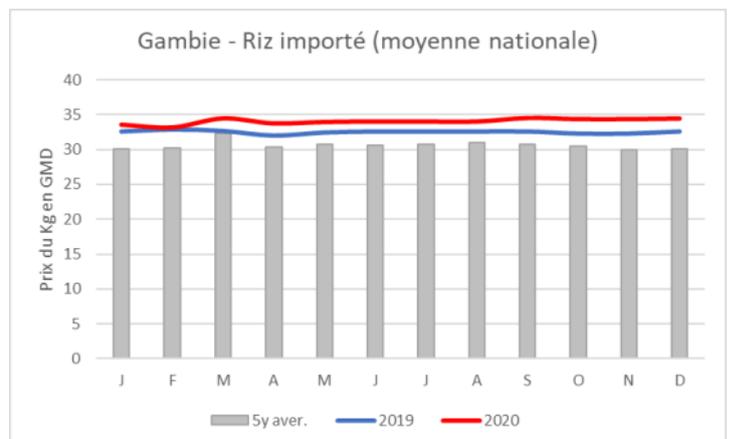
De nouvelles hausses de prix ont été constatées au mois d'octobre en particulier pour le riz local à l'approche des élections présidentielles. Néanmoins les prix sont rapidement revenus à la normale mais au-dessus de leurs niveaux de 2019.



Gambie

Les prix des produits alimentaires sont restés tout au long de l'année 2020 au-dessus des tendances de 2019 et de la moyenne quinquennale pour presque toutes les denrées à l'exception du mil qui a connu une évolution plus contrastée. Par rapport à 2019, les augmentations de prix restent relativement faibles (moins de 5%) alors que comparativement à la moyenne quinquennale, elles dépassent 10% pour le mil et 20% pour le maïs. Le taux d'inflation mesuré par l'institut de statistique se situaient en décembre en dessous de 3%. Il faut signaler que la hausse du prix du maïs résulte de l'augmentation de la demande en provenance du Sénégal, essentiellement pour alimenter la filière avicole.

Les mesures restrictives de lutte contre la COVID-19 sont venues aggravées des disponibilités réduites par une campagne agricole 2019-2020 en demi-teinte. Cependant, c'est la région de la capitale (Banjul) et en partie le North Bank qui ont été les plus affectés.



Ghana

Les prix des denrées de base ont été globalement plus élevés en 2020 que comparativement à 2019 et à la moyenne quinquennale. Ainsi le maïs, le manioc, le riz importé ou encore le mil et le sorgho se trouvent dans cette configuration. Pour la majorité des produits alimentaires, les hausses ont commencé 2019 voire 2018 et se sont poursuivies et accentuées en 2020 du fait de différents facteurs.

Les inondations résultantes de la bonne pluviométrie de l'année dernière aussi bien dans le pays qu'au Sahel qui abrite les affluents de la Volta ont occasionnées d'importantes pertes de production surtout le maïs et le mil. En décembre 2020, la hausse de prix constatée sur le maïs atteignait 38% par rapport à la moyenne quinquennale et 43% par rapport à décembre 2019.

En plus de cette baisse de l'offre pour les produits alimentaires locaux qui entraîne une hausse des prix de ces produits, la baisse du taux de change du cedi

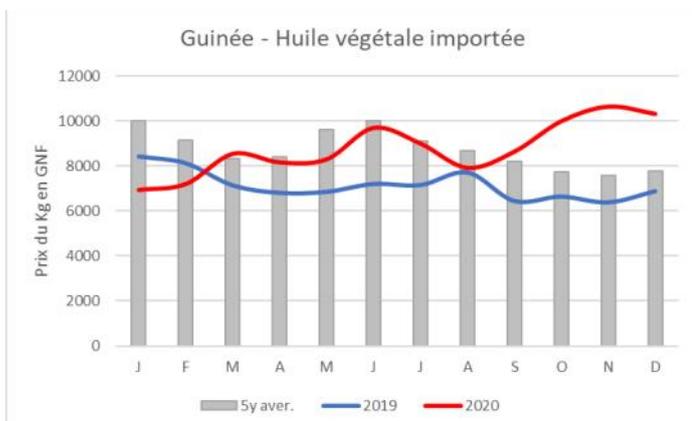
par rapport au dollar américain (-34% entre janvier 2016 et décembre 2020) se traduit par une hausse des prix des produits importés. Ainsi le prix moyen national du riz importé a progressé de 70% au mois d'août 2020 comparativement à la moyenne quinquennale avant de redescendre en octobre.

Enfin pour toutes les denrées, il a été noté au mois d'avril des hausses de 10% à 40% liées aux mesures restrictives prises dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Guinée

Le prix moyen des produits céréaliers tels que le maïs se caractérise par une baisse de 11% entre février et mai 2020 suivi d'une hausse progressive pendant 5 mois. Le prix du maïs a connu sa plus forte hausse au mois de septembre jusqu'à atteindre plus 6000 GNF le kg. Depuis septembre le prix du maïs n'a cessé de reculer. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années hormis les mois de mai et juin, le prix moyen du maïs est stable. En effet le prix du maïs s'est accru le plus durant ces deux mois comparés à la moyenne quinquennale de la même période et ceci suite aux mesures restrictives prises pour faire face à la COVID-19.

Les autres produits comme la pomme de terre, le niébé, le fonio, l'arachide et le manioc ont également connu de fortes augmentations entre mai et septembre 2020. Plusieurs facteurs expliquent la hausse du prix des produits. D'une part il y a l'augmentation des cas de malades de COVID-19 à partir du mois de mai entraînant la restriction des voyages de la capitale vers les autres préfectures du pays. D'autre part le mauvais état des routes et les fortes pluies à partir du mois de juillet, auxquels s'est ajoutée une grève des transporteurs ont perturbé le circuit d'approvisionnement des marchés occasionnant une baisse de la disponibilité des produits alimentaires dans certains marchés et la hausse de leurs prix.



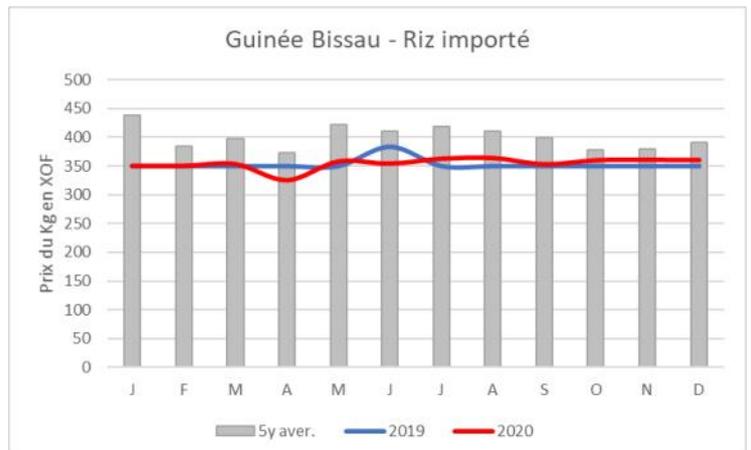
Guinée Bissau

Les prix des produits alimentaires ont été globalement stables tout au long de l'année et

souvent en dessous de la moyenne quinquennale. Au mois de mars 2020, le prix du riz (local et importé) qui est la céréale de base dans le pays a progressé de 16% en moyenne nationale avec des augmentations plus importantes (20% à 25%) sur les marchés de Bissau. Cependant, cette tendance n'a pas duré. Les prix sont redescendus dès le mois d'avril et ont connu une baisse moyenne sur l'année de 13% par rapport à la moyenne quinquennale. La patate douce qui est après le riz la seconde denrée de base a également connu des prix très stables au cours de l'année 2020.

Le prix du riz importé a néanmoins augmenté de 20% au mois d'octobre 2020 sur le marché de Bandim à Bissau (passant de 330 XOF le kilogramme à 400 XOF le kilogramme) et s'est maintenu à ce niveau depuis lors. Dans quelles mesures les augmentations constatées sur le marché international ont commencé à se faire sentir dans le pays ?

Les analystes s'étaient inquiétés au début de la pandémie de COVID-19 de l'absence de responsables politiques pour gérer la crise. La reconnaissance par la communauté internationale du nouveau Président élu a permis de stabiliser la situation socioéconomique du pays et de mettre en place des mesures de ripostes.

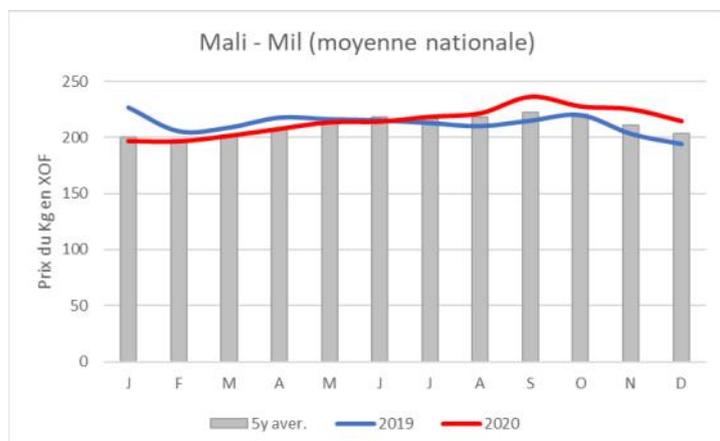


Mali

La situation socioéconomique du Mali et en particulier le fonctionnement des marchés a été marqué par i) la crise de COVID-19 et les mesures restrictives qui ont été prises par le gouvernement pour faire face, ii) la situation sécuritaire dans le centre et le nord du pays ; iii) la crise politique qui a entraîné un coup d'Etat au mois d'août 2020. Ces facteurs se sont ajoutés à des éléments structurels qui influencent les niveaux de prix comme le Ramadan et la période de soudure.

Le constat global est que ces trois événements majeurs ont eu tendance à inscrire les prix des produits alimentaires de base dans une tendance haussière même si au mois de décembre 2020, il a été noté un certain retour à la normale pour les

produits locaux. Suite aux fermetures de frontières dans le cadre des mesures de lutte contre la COVID-19, les prix des produits importés ont augmenté de 20% à 30% surtout sur les marchés du nord du pays approvisionnés à partir de l'Algérie et en partie de la Mauritanie. La situation s'est poursuivie en mai avec la hausse de la demande en produits alimentaires liée Ramadan. Cependant, globalement les prix sont restés relativement stables y compris pendant l'embargo de la CEDEAO suite au coup d'Etat au mois d'Aout 2020. Comparativement à la moyenne quinquennale, les hausses de prix les plus importantes sont intervenues pour le mil et le sorgho au mois de novembre (+6,8% et + 4,6% respectivement). En décembre, le prix du riz importé affichait +10,6% par rapport à la moyenne quinquennale et en janvier 2021, cette tendance s'est poursuivie probablement du fait de la transmission des hausses constatées sur le marché international.



Mauritanie

La fermeture des frontières et des marchés hebdomadaires dans le cadre des mesures de lutte contre la COVID-19 s'est traduite dès le mois de mars par une augmentation des prix des venant du Mali tels que le sorgho, le maïs et le mil. Cette tendance haussière s'est maintenue jusqu'en juin 2020, amplifiée en mai par la période de Ramadan qui a vu les prix d'autres denrées comme le lait, le sucre, la farine de blé augmenter surtout à Nouakchott de 20% à 30%. Pour contenir la situation, le gouvernement a dû mettre en place un programme de vente de produits alimentaires à prix subventionnés dans les boutiques de solidarité. En parallèle, un programme d'appui à l'élevage a également été lancé. Ces réponses, appuyées par d'autres partenaires ont permis de contenir la hausse de prix.

En novembre, du fait du blocage de la frontière entre la Mauritanie et le Sahara Occidental, les camions qui ravitaillaient le pays en fruits, légumes et autres produits alimentaires en provenance du Maroc ont été bloqués pendant une dizaine de jours. Les prix

des produits frais ont alors connu une flambée (certains multipliés par 3 voire 5) sur tous les marchés mauritaniens. Le règlement de cette crise a permis aux prix de retrouver en décembre.

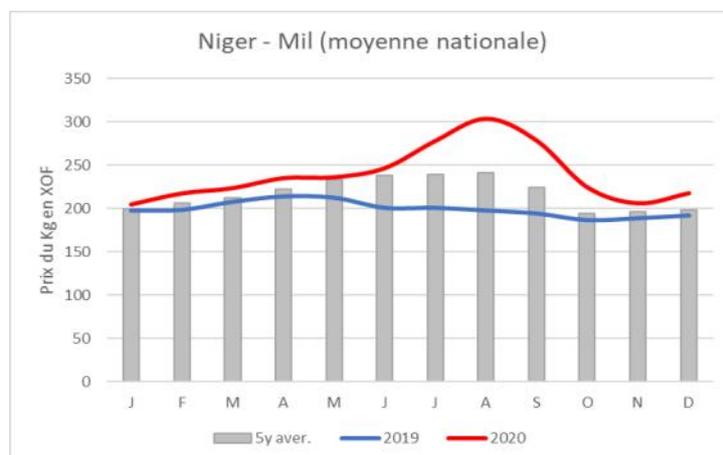
La Mauritanie est l'un des premiers pays à avoir ressenti la hausse du prix du riz sur le marché international. En effet, en octobre le prix du riz importé a connu une hausse de 25% par rapport à la moyenne quinquennale et en novembre, le prix moyen national est passé au-dessus des valeurs de 2019 pour s'y maintenir depuis.

Niger

Les prix des produits alimentaires locaux ont connu d'importantes hausses au cours de l'année surtout à partir du mois d'avril avec les premiers cas de COVID-19 dans le pays et la mise en place de mesures restrictives ainsi que le ralentissement des échanges avec les pays voisins. Presque toutes les denrées ont été concernées par ces augmentations. Ainsi, le prix du mil a connu un pic à 26% au-dessus de la moyenne quinquennale au mois d'aout (54% par rapport à l'année dernière). Il en est de même pour le sorgho, le maïs dont les prix moyens nationaux ont également progressés de 10% à 22% par rapport à la moyenne des 5 dernières années (27% à 54% par rapport à 2019). Pour ces céréales locales, une baisse a été amorcée depuis octobre même si en décembre 2020, les prix restent globalement 5% à 10% au-dessus de la moyenne quinquennale.

Par contre, le riz importé a été peu affecté par ces évolutions et ceci, malgré les ralentissements constatés aux frontières à cause de la COVID-19. Les prix de cette céréale sont restés quasiment constant tout au long de l'année (hausse entre 1% et 4%).

Les régions frontalières avec le Nigeria comme Maradi ont été les plus affectées par ces hausses de prix du prix du mil de plus de 30% du fait de de l'augmentation de la demande du géant voisin mais également à cause de la persistance de la crise sécuritaire dans cette zone.



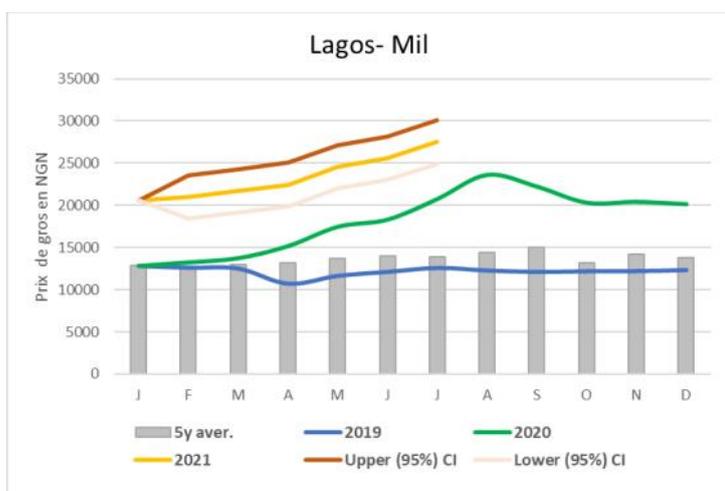
Nigeria

Les hausses les plus importantes des prix des produits alimentaires dans la sous-région ont été enregistrés dans ce pays et ceci pour presque toutes les denrées alimentaires.

En novembre 2020, l'économie nigériane, la plus grande économie de la région et dépendante du pétrole, est entrée dans sa deuxième récession depuis 2016 après une croissance négative de 6,10% au deuxième trimestre et de 3,62% au troisième trimestre 2020 selon les chiffres du National Bureau of Statistics (NBS) du Nigeria.

Entre juin 2016 et décembre 2020, le taux de change du naira face au dollar américain a été divisé par plus de deux avec une certaine accentuation en mars 2020 au début de la crise de COVID-19. Cette forte dépréciation provoquée entre autres par la baisse du cours du baril de pétrole, se répercute sur les prix aux consommateurs.

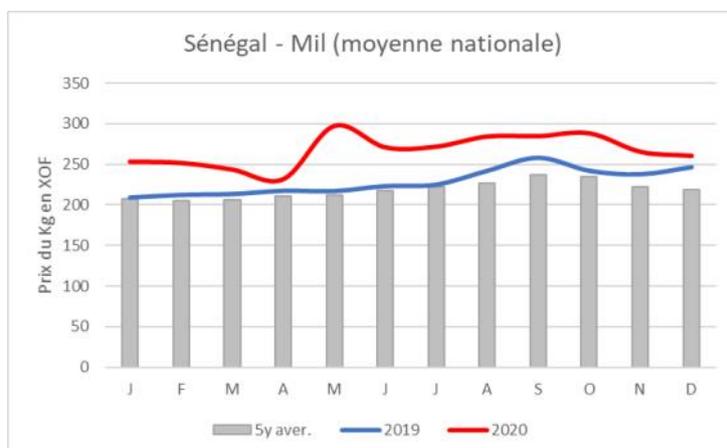
Si on ajoute à cela, la fermeture des frontières terrestres avec les pays voisins entre août 2019 et décembre 2020, la situation sécuritaire qui se dégrade dans tout le nord du pays avec la recrudescence des attaques de bandits armés dans le nord-est et l'extension de l'insécurité vers le nord-ouest et centre-nord, les restrictions imposées dans le cadre de lutte contre la pandémie de COVID-19, la forte hausse des coûts de transport, il est aisé de comprendre pourquoi les prix des denrées alimentaires ont doublé dans le pays en variation annuelle et comparativement à la moyenne quinquennale. Ainsi, le prix moyen national du mil a progressé de 73% au moins de septembre, 82% le sorgho et 80% pour le maïs. Même le riz importé voit son prix croître de 75% au mois d'octobre comparativement à la moyenne quinquennale. En décembre, le taux d'inflation mesuré par le NBS était de 16,7% pour les produits alimentaires soit son niveau le plus élevé depuis juin 2018.



Sénégal

Le niveau de stock commerçant est resté faible du fait des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et du faible niveau d'écoulement des productions agricoles, notamment le mil. Ces faibles niveaux des stocks sont consécutifs à la fermeture des marchés suite au Covid-19 mais est surtout aggravé par la baisse de la production de céréales.

Globalement les prix moyens des produits céréaliers de 2020 ont été supérieurs à ceux de 2019. Le prix moyen du mil a connu les hausses les plus importantes à partir du mois de mars 2020 et s'est maintenu en moyenne 20% au dessus des niveaux des cinq dernières années. Le maïs et le sorgho ont connu les mêmes tendances haussières mais à 10% au dessus de la moyenne quinquennale. Le riz importé n'a pas été épargné par ces augmentations. En mai et juin, certains marchés affichaient des hausses de prix de plus de 25% alors que la moyenne nationale tournait autour de 10% tout au long de l'année.



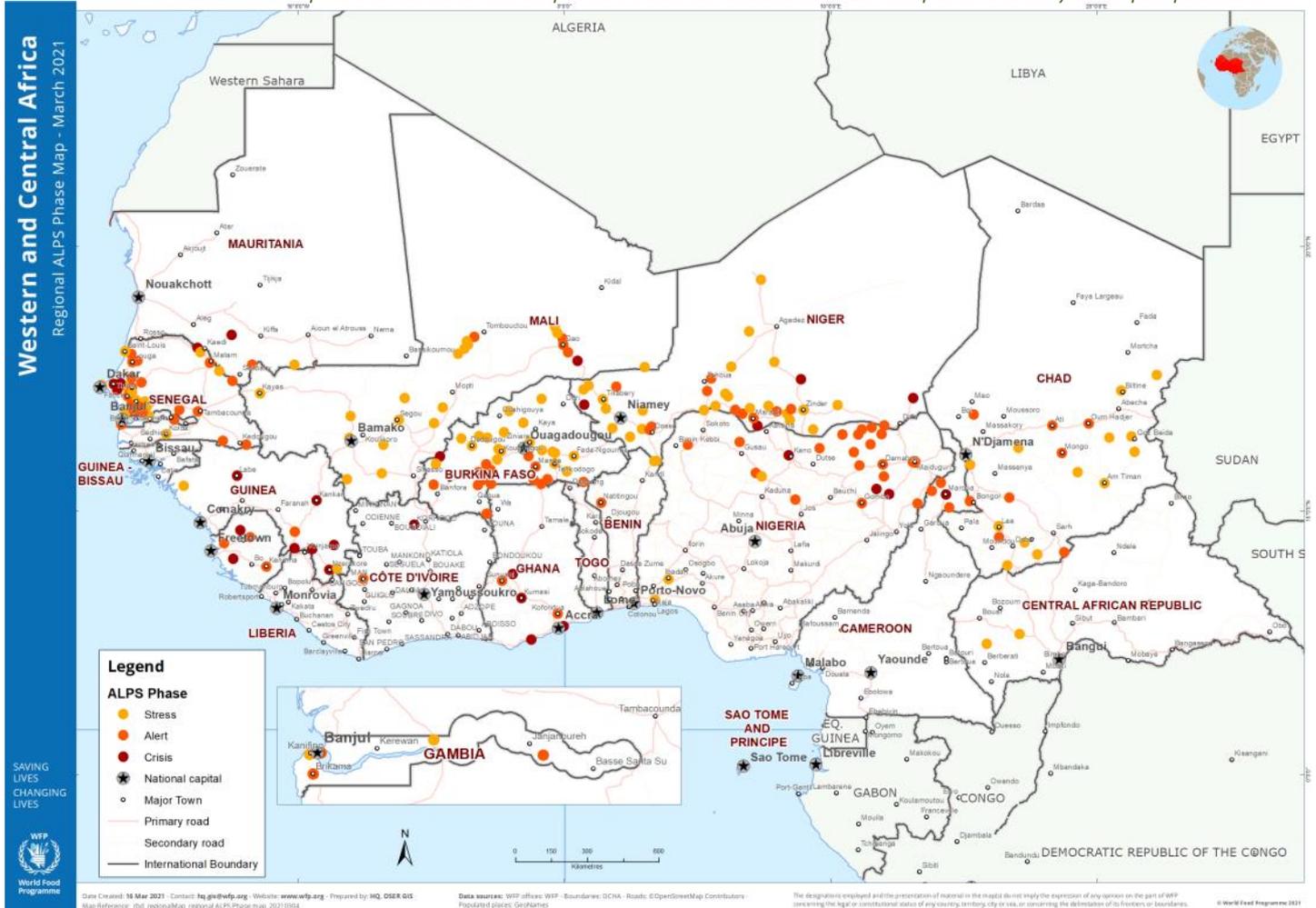
Les fruits et légumes en provenance du Maroc ont également enregistré des hausses importantes au mois d'octobre et de novembre 2020 du fait de la rupture de la chaîne d'approvisionnement pour des problèmes sécuritaires au Sahara Occidental.

Sierra Leone

La situation économique en Sierra Leone est restée préoccupante tout au long de l'année 2020 surtout à cause de la poursuite de la dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar américain. En effet, le Leone qui s'échangeait au cours de 1 USD pour 4000 SLL en janvier 2016 ne valait plus que 10 000 SLL pour 1 USD au 31 décembre 2020 soit 2,5 fois la valeur d'il y a 5 an. Cette dépréciation de la monnaie locale a des implications sur les prix des produits importés mais également des denrées locales.

Le prix du riz (local et importé) qui est l'aliment de base dans le pays est resté plus élevé que la moyenne quinquennale de 60% à 70% selon les

Carte 4: Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest en décembre 2020 comparée à la moyenne quinquennale



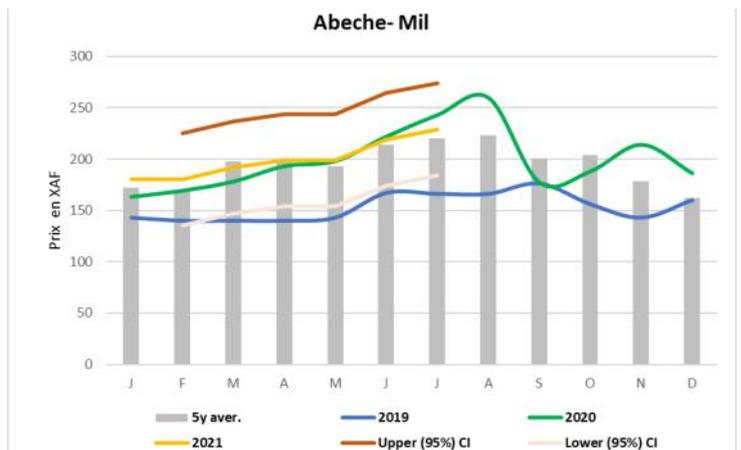
régions du pays et 30% à 40% en variation annuelle. Les variations de prix du manioc qui est la seconde denrée de base dans le pays sont encore plus importantes. En variation annuelle, les prix sont passés du simple au triple en moyenne nationale avec des hausses de 300% au début de la pandémie de COVID-19.

Tchad

Malgré de légère baisse en décembre par rapport à novembre 2020, en variation annuelle, les fortes hausses du prix du mil ont été observées sur les marchés de Nokou, Am Timan et Mao respectivement de +66%, +60% et +54%. Au niveau national une hausse de +25,2% du prix du mil a été enregistré par rapport à l'année précédente. Par rapport à la moyenne des 5 dernières le prix du mil a progressé de 21,6% par rapport à la moyenne quinquennale. Cette tendance haussière s'est fait sentir durant toute l'année avec la plus haute en période de soudure précisément le mois de septembre. Une variation de +32% par rapport à la moyenne quinquennale du mois de septembre a été notée.

En plus des effets de la COVID-19 sur les échanges et le fonctionnement des marchés, ces augmentations de prix s'expliquent par une hausse

des taxes douanières, des coûts de transports, de l'augmentation des marges bénéficiaires et par les inondations qui on affectées la production agricole au sud du pays.



Tendance des marchés selon ALPS

ALPS (Alert for Price Spikes) du PAM est un indicateur qui permet de déterminer dans quelle mesure un marché local de produits alimentaires connaît des prix anormalement élevés. Il indique les niveaux de prix anormaux de certains aliments de base. Il compare le niveau des prix alimentaires

mensuels (réels et prévus) aux tendances saisonnières estimées et les classe dans les catégories suivantes : normal, stress, alerte ou crise.

Sur 367 marchés analysés au mois de janvier à l'aide de cet outil, 7,7% sont en crise pour au moins une denrée, 29% sont en alerte et près de la moitié (47,8%) sont sous stress (voir carte 4). Plusieurs produits alimentaires sont concernés par ces variations anormales de prix parmi lesquels les céréales locales et importés sont les plus fréquentes. Il s'agit du mil, du sorgho et du riz importé au Nigeria, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Mali. Plusieurs marchés de la région sont en crise pour d'autres denrées comme le maïs en Centrafrique et au Ghana, l'huile de végétale en Mauritanie et en

Guinée et le plantain au Ghana.

Les analyses anticipent une détérioration de la situation avec près de 10% des marchés de la région qui pourraient se trouver d'ici le mois de juillet en situation de crise, 32% en alerte et 49% sous stress pour les différentes denrées commercialisées. Si en janvier 37% des marchés sont encore dans une situation quasi-normale en terme d'évolution des prix des produits alimentaires de base, cette situation pourrait changer d'ici la prochaine période de soudure si les tendances actuelles se confirment avec uniquement 3% des marchés qui seraient en situation de variations de prix normales. Ces évolutions anormales de prix des denrées alimentaires affecteront la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables.

Conclusions

Dans la plupart des pays de la région, en 2020, les prix des produits alimentaires de base se sont affichés au dessus des valeurs de l'année dernière mais également souvent au dessus de la moyenne quinquennale avec des ordres de grandeurs allant de 5% jusqu'à 200% selon les marchés et les pays. Les causes de ces hausses de prix sont à la fois internes au pays (situation économique, restrictions liées à la crise de COVID-19, taux de change, niveau de production, situation sécuritaire, comportements des acteurs, etc....) mais également externes (hausse des cours

mondiaux et des coûts de transport, rétention de stocks par certains pays producteurs, hausse de la demande pour la consommation humaine, animale et les utilisations industrielles).

Les conditions pour une nouvelle crise de hausse des prix des produits alimentaires semblent être en passe d'être réunies. Le prix du blé qui tire celui des autres céréales a déjà progressé de 25% en variation annuelle. Si un important pays producteur décidait de rétention de stocks, la transmission de cette hausse aux autres céréales serait accélérée. Déjà le prix du riz est dans cette lancée.

Sources des informations:

- Les tendances des prix sont analysées ici : <https://dataviz.vam.wfp.org/west-and-central-africa-regional-price-monitor-may-2020>
- Les prix analysés dans le bulletin proviennent de : https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices
- Les tendances et alertes analysées dans le bulletin proviennent de https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices
- La projection des prix du PAM est explicitée à la page suivante: https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/price-forecasts-alerts
- Les indices de prix de la FAO : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- Les suivi des prix de FEWS NET: <https://fews.net/global/price-watch/february-2021>
- Les données de prix de la Banque Mondiale: <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>
- Etude CNUCED sur les transports mondiale: <https://unctad.org/webflyer/review-maritime-transport-2020>
- Cout de transport par contraire disponibles sur: <https://fbx.freightos.com/>



Pour plus d'informations, merci de contacter:
PAM: RBD.RAM@WFP.ORG
FAO: FAO-REOWA@fao.org
FEWS NET West Africa : westafrica@fews.net



World Food Programme